



**PRÉFET
DES DEUX-SÈVRES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale
de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres

Niort, le 19 décembre 2025

ZI de Saint Liguair
4, rue Alfred Nobel
79000 NIORT

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/06/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

DESPRETZ Louis

2, Chemin de la Plaine du Moulin à Vent
Lieu-dit le Vigneau
79410 Cherveux

Références : 0100038746/2025/401
Code AIOT : 0100038746

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/06/2025 dans l'établissement DESPRETZ Louis implanté 2, Chemin de la Plaine du Moulin à Vent Lieu-dit le Vigneau 79410 Cherveux. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite d'inspection est consécutive à un signalement de Madame le Maire de Cherveux, et à une visite d'inspection qui n'avait pas permis de statuer sur le régime de l'établissement, l'inspection n'ayant pu pénétrer sur le lieu d'activité. Selon les informations transmises par la mairie, M. DESPRETZ exercerait une activité de mécanique industrielle (travaux de soudage et de sablage) exercée par M. DESPRETZ au 2, Chemin de la Plaine du Moulin à Vent, 79410 Cherveux, dans une dépendance du domicile, sans autorisation préalable, et créant des nuisances au voisinage (poussières).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DESPRETZ Louis
- 2, Chemin de la Plaine du Moulin à Vent Lieu-dit le Vigneau 79410 Cherveux
- Code AIOT : 0100038746
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'exploitant exercerait une activité de mécanique industrielle (travaux de soudage et de sablage). Le site est à ce jour non-classé au titre des ICPE.

Contexte de l'inspection :

- Plainte

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Décret du 13/04/2010	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats effectués lors de la visite permettent de conclure que le site ne relève pas de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/08/2025, article R.511-9
Thème(s) : Situation administrative, Stockage et démantèlement de VHU, activité de sablage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement contrôlé est susceptible de relever d'une des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Rubrique 2712 : Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719 ; - Rubrique 2940 : Application, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. - Rubrique 2575 : Emploi de matières abrasives telles que sables, corindon, grenailles métalliques, etc., sur un matériau quelconque pour gravure, dépolissage, décapage, grainage, à l'exclusion des activités visées par la rubrique 2565.
<p>Constats :</p> <p>À notre arrivée sur site, les portes de l'établissement sont fermées et l'exploitant n'est pas présent. Toutefois, Madame DESPRETZ, mère de DESPRETZ Louis, est présente et nous ouvre librement les portes du site.</p> <p>Les activités exercées ne relèvent pas de la législation des installations classées pour l'environnement.</p> <p>Le site comporte deux remorques mobiles, de type compresseur, utilisées pour des opérations de sablage. En revanche, il n'a pas été constaté de machine fixe pouvant être visées par la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Par ailleurs,</p>

l'exploitant, contacté par téléphone lors de la visite déclare que l'activité de sablage est arrêtée compte tenu de l'absence de commandes.

Aucune activité d'application de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. (application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage) sur support quelconque n'a été constatée.

Il est également constaté la présence de 17 véhicules sur la parcelle. Seuls 9 véhicules présentent les caractéristiques de véhicules hors d'usage.

Les cartes grises des véhicules présents sur le site ont été présentées par la mère de l'exploitant à l'exception d'un véhicule de marque BMW qui ne dispose pas de carte grise et dont l'exploitant déclare qu'il sera enlevé, comme les autres véhicules, par un ami ferrailleur.

L'exploitant (par téléphone) ainsi que sa mère nous ont assuré qu'aucune pièce n'était démontée en vue d'une revente. Ils indiquent par ailleurs, que leur activité se limite exclusivement à la réparation de véhicules personnels.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le site ne relève pas de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement.

Type de suites proposées : Sans suite